



**NEW BRUNSWICK
REGULATION 83-77**

under the

**FAMILY SERVICES ACT
(O.C. 83-412)**

Filed May 25, 1983

Under section 143 of the *Family Services Act* the Lieutenant-Governor in Council makes the following Regulation:

90-42

1 This Regulation may be cited as the *Community Placement Residential Facilities Regulation - Family Services Act*.

90-42

2 In this Regulation

“Act” means the *Family Services Act*;

“agency” means any government department or agency or any other agency or person whether within or outside the Province which provides social services in accordance with a contract entered into with the Minister under section 19 of the Act;

“approval” means an approval for the purposes of section 26 of the Act;

“care services” means services that are developmental, rehabilitative, protective, supervisory or therapeutic in nature and which assist a resident to function more effectively as an individual or as a member of a community;

“community placement residential facility” means a home, residence and residential centre;

**RÈGLEMENT DU
NOUVEAU-BRUNSWICK 83-77**

pris en vertu de la

**LOI SUR LES SERVICES À LA FAMILLE
(D.C. 83-412)**

Déposé le 25 mai 1983

En vertu de l'article 143 de la *Loi sur les services à la famille*, le lieutenant-gouverneur en conseil établit le règlement suivant :

90-42

1 Le présent règlement peut être cité sous le titre : *Règlement relatif aux installations de placement communautaire de type résidentiel - Loi sur les services à la famille*.

90-42

2 Dans le présent règlement

« agrément » désigne un agrément pour les fins de l'article 26 de la Loi;

« établissement de type résidentiel » désigne une installation de placement communautaire que le Ministre désigne en tant que centre de placement communautaire en vertu de l'article 24 de la Loi et qui dispense des services de soins à dix pensionnaires ou plus;

« foyer » désigne une installation de placement communautaire dispensant des services de soins à moins de trois pensionnaires, là où un pensionnaire ou plus reçoit une prestation pour soins spéciaux en vertu de l'article 19 du *Règlement général - Loi sur le bien-être social*;

« installation de placement communautaire de type résidentiel » désigne un foyer, une résidence et un établissement de type résidentiel;

“home” means a community placement facility providing care services to fewer than three residents and in which one or more of the residents are receiving special care assistance in accordance with section 19 of the *General Regulation - Social Welfare Act*;

“primary staff member” means

- (a) an operator, or
- (b) a person employed in a community placement residential facility

who spends seventy-five per cent or more of the time at a community placement residential facility providing for the direct care of residents;

“residence” means a community placement facility that is designated by the Minister to be a community placement resource under section 24 of the Act and provides care services to three or more residents but fewer than ten residents;

“resident” means an adult requiring social services who resides in a community placement residential facility;

“residential centre” means a community placement facility that is designated by the Minister to be a community placement resource under section 24 of the Act and provides care services to ten or more residents;

“staff member” means a person who is employed to work in a community placement residential facility and includes an operator who is a primary staff member and a volunteer;

“transition house” means a community placement residential facility that is designated by the Minister to be a community placement resource under section 24 of the Act and provides accommodations for thirty days or less and support services to abused women and their children.

90-42; 90-117; 91-137

« Loi » désigne la « *Loi sur les services à la famille* »;

« maison de transition » désigne une installation de placement communautaire de type résidentiel que le Ministre désigne en tant que centre de placement communautaire en vertu de l’article 24 de la Loi et qui fournit le logement pendant au plus trente jours et des services de soutien aux femmes et aux enfants victimes d’abus;

« membre du personnel » désigne une personne engagée pour travailler dans une installation de placement communautaire de type résidentiel, et notamment un responsable membre du personnel d’encadrement, et un bénévole;

« membre du personnel d’encadrement » désigne

- a) un responsable, ou
- b) une personne à l’emploi d’une installation de placement communautaire de type résidentiel

qui consacre soixante-quinze pour cent ou plus de son temps, à l’installation de placement communautaire de type résidentiel, à dispenser des soins directs aux pensionnaires;

« organisme » désigne un ministère ou un organisme du gouvernement, un autre organisme ou une personne, à l’intérieur ou en dehors de la province, qui dispense des services sociaux à la suite d’un contrat conclu avec le Ministre en vertu de l’article 19 de la Loi;

« pensionnaire » désigne un adulte nécessitant des services sociaux qui réside dans une installation de placement communautaire de type résidentiel;

« résidence » désigne une installation de placement communautaire que le Ministre désigne en tant que centre de placement communautaire en vertu de l’article 24 de la Loi et qui dispense des services de soins à trois pensionnaires ou plus mais à moins de dix pensionnaires;

« services de soins » désigne les services qui participent, en soi, à la formation, réadaptation, protection, surveillance ou thérapie et qui contribue au meilleur fonctionnement d’un pensionnaire à titre d’individu ou de membre de la communauté.

90-42; 90-117; 91-137

3 This Regulation does not apply to a home if all the residents are members of the immediate family or children of the operator of the home.

3.1(1) The fee for an approval or renewal of an approval is

- (a) for a residence, forty-five dollars,
- (b) for a residential centre, sixty-five dollars,
- (c) for a home, twenty-five dollars.

3.1(2) Notwithstanding subsection (1), there shall be no fee payable for the first renewal of an approval for a residence or residential centre after the residence or residential centre has been issued an approval under subsection 4(8).

92-139

4(1) A person who intends to operate a residence or residential centre may apply for an approval of the residence or residential centre, or an operator of an approved residence or residential centre may apply for the renewal of an approval by filing with the Minister an application on the form provided by him.

4(2) Subject to subsection (3), the Minister shall issue an approval or renew the approval of a residence or residential centre where

- (a) an application has been received by the Minister;
 - (a.1) the appropriate fee under section 3.1 has been paid;
 - (b) the district medical health officer of the health district in which the residence or residential centre is located or any medical health officer appointed under the *Health Act* has given a written statement of compliance stating that the sanitation, lighting, ventilation and other general health standards in the residence or residential centre meet the standards prescribed by the Minister of Health under the *Health Act*;
 - (c) the fire marshal, deputy fire marshal, a fire prevention officer, a special assistant or a local assistant appointed under the *Fire Prevention Act* has given a written statement of compliance stating that the resi-

3 Le présent règlement ne s'applique pas à un foyer dont les pensionnaires appartiennent à la proche famille ou sont les enfants du responsable de ce foyer.

3.1(1) Le droit relatif à un agrément ou au renouvellement d'un agrément est

- a) pour une résidence, de quarante-cinq dollars,
- b) pour un établissement de type résidentiel, de soixante-cinq dollars,
- c) pour un foyer, de vingt-cinq dollars.

3.1(2) Par dérogation au paragraphe (1), le premier renouvellement de l'agrément d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel ayant reçu un agrément ou le renouvellement d'un agrément en vertu du paragraphe 4(8) n'est assorti du paiement d'aucun droit.

92-139

4(1) La personne qui se propose d'assurer le fonctionnement d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel peut en demander l'agrément, ou le responsable d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel agréé peut demander le renouvellement de l'agrément, en déposant auprès du Ministre une demande à cet effet au moyen de la formule fournie par ce dernier.

4(2) Sous réserve du paragraphe (3), le Ministre doit agréer une résidence ou un établissement de type résidentiel, ou en renouveler l'agrément

- a) lorsqu'il a reçu une demande à cet effet;
 - a.1) lorsque le droit approprié visé à l'article 3.1 a été payé;
 - b) lorsque le médecin-hygiéniste régional de la région sanitaire où est situé la résidence ou l'établissement de type résidentiel ou tout médecin-hygiéniste nommé en vertu de la *Loi sur la santé* a délivré une attestation de conformité indiquant que les normes d'hygiène, d'éclairage, d'aération et autres normes générales de santé observées dans la résidence ou l'établissement de type résidentiel répondent aux normes prescrites par le ministre de la Santé en vertu de la *Loi sur la santé*;
 - c) lorsque le prévôt des incendies, son adjoint, un agent de la prévention des incendies, un assistant extraordinaire ou un assistant local nommé en vertu de la *Loi sur la prévention des incendies* a délivré une attes-

dence or residential centre meets fire prevention standards and building standards

- (i) approved by the fire marshal, or
- (ii) prescribed by or incorporated by reference into regulations under the *Fire Prevention Act*;

(d) the Minister is satisfied that the residence or residential facility complies with the standards and criteria prescribed by this Regulation and any standards and criteria prescribed by the Minister;

(e) upon the Minister's request, the applicant demonstrates to the satisfaction of the Minister that the residence or residential facility will meet the needs of the community;

(f) the Minister is satisfied that the operator of the residence or residential facility

- (i) will operate the residence or residential facility in a manner that will maintain the spirit, dignity and individuality of the residents;
- (ii) will be willing to participate in training programs or workshops that are determined by the Minister to be advantageous;
- (iii) will provide an atmosphere that is non-restrictive and homelike;
- (iv) is aware of local community services and will encourage residents to engage in meaningful social, physical and leisure time activities according to the residents' interests and abilities;
- (v) will maintain a working relationship with the professionals who are providing consultation and assistance for a resident and with the family of the resident; and
- (vi) meets any other criteria and standards which the Minister may prescribe respecting the qualifications of an operator; and

(g) the Minister is satisfied that the operator of a residence who is an individual is in good health.

tation de conformité indiquant que la résidence ou l'établissement de type résidentiel répond aux normes de prévention des incendies et de construction

- (i) approuvées par le prévôt des incendies, ou
- (ii) prescrites ou incorporées par voie de renvoi dans des règlements établis en vertu de la *Loi sur la prévention des incendies*;

d) lorsque le Ministre est convaincu que la résidence ou l'établissement de type résidentiel satisfait aux normes et critères prescrits par le présent règlement et à ceux prescrits par le Ministre;

e) lorsque le requérant, si le Ministre le lui demande, lui démontre que la résidence ou l'établissement de type résidentiel répondra aux besoins de la communauté;

f) lorsque le Ministre est convaincu que le responsable de la résidence ou de l'établissement de type résidentiel

- (i) assurera son fonctionnement de façon à assurer l'état d'esprit, la dignité et l'individualité des pensionnaires;
- (ii) voudra participer aux programmes ou ateliers de formation que le Ministre juge avantageux;
- (iii) créera un climat qui est familial et ouvert;
- (iv) connaît les services communautaires locaux et intéressera les pensionnaires à suivre des activités sociales, physiques et récréatives utiles, selon leurs goûts et aptitudes;
- (v) maintiendra une relation de travail avec les spécialistes chargés de conseiller et d'aider le pensionnaire, et avec sa famille; et
- (vi) satisfait aux autres normes et critères que le Ministre peut prescrire concernant les qualités d'un responsable; et

g) lorsque le Ministre est convaincu que le responsable d'une résidence, s'il s'agit d'un particulier, est en bonne santé.

4(3) The Minister shall not issue an approval or a renewal of an approval of a non-profit residential centre or a non-profit residence unless it is managed by a Board of Directors which consists of not less than seven members who are elected at an annual public meeting.

4(4) Repealed: 90-160

4(5) An approval and a renewal thereof shall indicate the maximum number of residents to be admitted to and to receive care services in a residence or a residential centre.

4(6) The Minister may determine the care services to be provided to any resident or any group of residents residing in a residence or residential centre by the operator of the residence or residential centre and the approval pertaining to a residence or residential centre shall indicate those services which have been determined by the Minister.

4(7) An approval expires on the date of expiry stated therein, unless sooner revoked.

4(8) Notwithstanding subsection (2), the Minister may issue an approval or renewal thereof for a residence or residential centre to be valid for a period of time, not to exceed six months, where

(a) the Minister considers that the residence or residential centre is necessary,

(b) the appropriate fee under section 3.1 has been paid, and

(c) the Minister is satisfied that the requirements of subsection (2) shall be complied with within the provisional period of time.

90-160; 92-139; 2000, c.26, s.116; 2006, c.16, s.67

5 Repealed: 90-160

90-160

6(1) A person who intends to operate a home may apply for an approval of the home by filing with the Minister an application on the form provided by the Minister.

6(2) Where an application for the approval of a home has been received by the Minister, the Minister shall issue an approval of the home where the Minister is satisfied that

4(3) Le Ministre ne peut accorder ou renouveler l'agrément d'un établissement de type résidentiel sans but lucratif ou d'une résidence sans but lucratif, que si un tel établissement ou une telle résidence est géré par un conseil d'administration composé d'au moins sept membres élus à une assemblée annuelle publique.

4(4) Abrogé : 90-160

4(5) L'agrément et le renouvellement de l'agrément d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel doivent indiquer le nombre maximal de pensionnaires pouvant y être accueillis et y recevoir des services de soins.

4(6) Le Ministre peut déterminer les services de soins que le responsable d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel doit fournir aux pensionnaires ou groupes de pensionnaires y résidant; les services ainsi déterminés doivent être indiqués dans l'agrément.

4(7) Sauf révocation préalable, un agrément expire à la date qui y est précisée.

4(8) Nonobstant le paragraphe (2), le Ministre peut accorder ou renouveler un agrément à une résidence ou un établissement de type résidentiel pour une période ne dépassant pas six mois

a) lorsqu'il estime que la résidence ou l'établissement de type résidentiel répond à un besoin,

b) lorsque le droit approprié visé à l'article 3.1 a été payé, et

c) lorsqu'il est convaincu que les exigences du paragraphe (2) seront observées avant la fin de la période provisoire.

90-160; 92-139; 2000, c.26, art.116; 2006, c.16, art.67

5 Abrogé : 90-160

90-160

6(1) La personne qui se propose d'assurer le fonctionnement d'un foyer peut en demander l'agrément en déposant auprès du Ministre une demande à cet effet au moyen de la formule fournie par ce dernier.

6(2) Lorsqu'il a reçu une demande d'agrément d'un foyer, le Ministre doit en accorder l'agrément s'il est convaincu

- (a) a home meets any criteria and standards prescribed by the Minister;
- (a.1) the appropriate fee under section 3.1 has been paid;
- (b) the operator of the home
- (i) has the personality, ability and temperament to operate the home in a manner that will maintain the spirit, dignity and individuality of the residents;
- (ii) will be willing to participate in training programs or workshops that are determined by the Minister to be advantageous;
- (iii) will provide an atmosphere that is non-restrictive and homelike;
- (iv) is aware of local community services and will encourage residents to engage in meaningful social, physical and leisure time activities according to the residents' interests and abilities;
- (v) will maintain a working relationship with the professionals who are providing consultation and assistance for a resident and with the family of the resident; and
- (vi) meets any other criteria and standards which the Minister may prescribe respecting the qualifications of an operator; and
- (c) the operator who is an individual is in good medical health.
- 6(3)** The Minister may determine the care services to be provided to a resident residing in a home by the operator of the home and the approval pertaining to a home shall indicate those services which have been determined by the Minister.
- 6(4)** An approval expires on the date of expiry stated therein, unless sooner revoked.
- 6(5)** An operator of a home may apply for a renewal of an approval of the home by submitting an application to the Minister on a form provided by the Minister.
- 6(6)** A renewal of an approval is valid for one year or any portion of a year.
- a) que le foyer répond aux normes et critères qu'il a prescrit;
- a.1) que le droit approprié visé à l'article 3.1 a été payé;
- b) que le responsable du foyer
- (i) possède la personnalité, le talent et caractère voulus pour faire fonctionner le foyer de façon à assurer l'état d'esprit, la dignité et l'individualité des pensionnaires;
- (ii) voudra participer aux programmes ou ateliers de formation que le Ministre juge avantageux;
- (iii) créera un climat qui soit familial et ouvert;
- (iv) connaît les services communautaires locaux et intéressera les pensionnaires à suivre des activités sociales, physiques et récréatives utiles, selon leurs goûts et aptitudes;
- (v) maintiendra une relation de travail avec les spécialistes chargés de conseiller et d'aider le pensionnaire et avec sa famille; et
- (vi) satisfait aux autres normes et critères que le Ministre peut prescrire quant aux qualités d'un responsable; et
- c) que le responsable, s'il s'agit d'un particulier, est en bonne santé.
- 6(3)** Le Ministre peut déterminer les services de soins que le responsable d'un foyer doit fournir à un pensionnaire y résidant; les services ainsi déterminés doivent être indiqués dans l'agrément.
- 6(4)** Sauf révocation préalable, un agrément expire à la date qui y est précisée.
- 6(5)** Le responsable d'un foyer peut demander le renouvellement de l'agrément du foyer en soumettant au Ministre une demande au moyen de la formule fournie par ce dernier.
- 6(6)** Le renouvellement d'un agrément est valable pour une année ou partie d'une année.

6(7) Before the Minister issues a renewal of an approval of a home, the home and the operator of the home shall meet the criteria and standards described in subsection (2).

6(8) Notwithstanding subsection (2), the Minister may issue an approval or renewal of an approval for a home to be valid for a period of time, not to exceed six months, where

(a) the Minister considers that the home is necessary, and

(b) the Minister is satisfied that the requirements of subsection (2) will be complied with within the provisional period of time.

91-120; 92-139; 93-93

7(1) Where an application for an approval or a renewal thereof has been refused, the Minister shall give written notice to the applicant within thirty days of the decision.

7(2) The notice referred to in subsection (1) shall

(a) contain a statement of the reasons for refusal of the approval or the renewal; and

(b) inform the applicant of the right of review of the Minister's decision pursuant to section 15 of the Act.

8 Where the Minister has ordered the operation of a community placement residential facility to be terminated in accordance with section 27 of the Act, he shall revoke the approval or renewal issued under section 4 or 6 or deemed to have been issued under this Regulation.

9 Where

(a) the operator of a community placement residential facility changes, or

(b) the operator of a community placement residential facility discontinues the operation of the community placement residential facility,

the approval of the community placement residential facility expires.

10 An operator of a community placement residential facility shall maintain financial records which the Minister

6(7) Avant que le Ministre accorde le renouvellement de l'agrément d'un foyer, le foyer et son responsable doivent répondre aux normes et critères indiqués au paragraphe (2).

6(8) Nonobstant le paragraphe (2), le Ministre peut accorder ou renouveler un agrément à un foyer pour une période ne dépassant pas six mois lorsqu'il

a) estime que le foyer répond à un besoin, et

b) est convaincu que les exigences du paragraphe (2) seront observées avant la fin de la période provisoire.

91-120; 92-139; 93-93

7(1) Lorsqu'un agrément ou son renouvellement est refusé, le Ministre doit en aviser par écrit le requérant dans les trente jours de la décision.

7(2) L'avis visé au paragraphe (1) doit

a) exposer les motifs pour lesquels l'agrément ou son renouvellement a été refusé; et

b) informer le requérant de son droit de faire réviser la décision du Ministre conformément à l'article 15 de la Loi.

8 Lorsque le Ministre a ordonné de mettre fin, conformément à l'article 27 de la Loi, au fonctionnement d'une installation de placement communautaire de type résidentiel, il doit révoquer l'agrément donné ou renouvelé en vertu de l'article 4 ou 6 ou réputé être donné en vertu du présent règlement.

9 Lorsque

a) le responsable d'une installation de placement communautaire de type résidentiel est remplacé, ou

b) le responsable d'une installation de placement communautaire de type résidentiel cesse d'en assurer le fonctionnement,

l'agrément de l'installation de placement communautaire de type résidentiel prend fin.

10 Le responsable d'une installation de placement communautaire de type résidentiel doit tenir les registres fi-

may prescribe and shall submit such records to the Minister as the Minister may from time to time require.

11 Except where expressly authorized by the Minister, a community placement residential facility shall provide no greater care than the care services indicated in the approval.

12 The number of residents residing in a residence or a residential centre shall not exceed the number indicated on an approval.

13 An operator shall not change the allocation of the space used to provide care services within a residence or residential centre until the Minister has approved the change of the allocation of space.

14 The Minister may at any reasonable time enter and inspect a community placement residential facility to ensure compliance with this Regulation and any criteria and standards prescribed by the Minister.

15 Sanitation, lighting, ventilation and other general health standards in a residence or a residential centre shall be maintained in accordance with

(a) the standards prescribed by the Minister of Health under the *Health Act*, and

(b) any criteria and standards prescribed by the Minister or by this Regulation.

2000, c.26, s.116; 2006, c.16, s.67

16 Fire safety and building standards of a residence or residential centre shall be maintained in accordance with

(a) the standards prescribed by or incorporated by reference into regulations under the *Fire Prevention Act*,

(b) the standards approved by the fire marshal, deputy fire marshal, a fire prevention officer, a special assistant or a local assistant in accordance with the *Fire Prevention Act*, and

(c) any criteria and standards prescribed by the Minister or by this Regulation.

nanciers que le Ministre peut prescrire et lui soumettre les documents que celui-ci peut à l'occasion exiger.

11 Sauf autorisation expresse du Ministre, une installation de placement communautaire de type résidentiel ne peut dispenser plus de soins que ceux indiqués dans l'agrément.

12 Le nombre de pensionnaires résidant dans une résidence ou un établissement de type résidentiel ne doit pas dépasser le nombre précisé dans l'agrément.

13 Le responsable ne peut modifier l'espace prévu pour les services de soins dans une résidence ou un établissement de type résidentiel avant que le changement ait été approuvé par le Ministre.

14 Le Ministre peut pénétrer en tout temps raisonnable dans une installation de placement communautaire de type résidentiel et l'inspecter pour s'assurer que le présent règlement et les normes et critères qu'il a prescrits sont respectés.

15 Les normes d'hygiène, d'éclairage et d'aération et autres normes générales de santé observées dans une résidence ou un établissement de type résidentiel doivent toujours répondre

a) aux normes prescrites par le ministre de la Santé en vertu de la *Loi sur la santé*, et

b) aux normes et critères prescrits par le Ministre ou par le présent règlement.

2000, c.26, art.116; 2006, c.16, art.67

16 Les normes de construction et de sécurité en matière d'incendie, observées dans une résidence ou un établissement de type résidentiel, doivent toujours répondre

a) aux normes prescrites ou incorporées par voie de renvoi dans les règlements établis en vertu de la *Loi sur la prévention des incendies*,

b) aux normes approuvées par le prévôt des incendies, son adjoint, un agent de la prévention des incendies, un assistant extraordinaire ou un assistant local conformément à la *Loi sur la prévention des incendies*, et

c) aux normes et critères prescrits par le Ministre ou le présent règlement.

17 First aid supplies satisfactory to the Minister shall be available in every residence or residential centre.

18 Every residence or residential centre shall be equipped with a fire alarm system and smoke alarms prescribed by the *Fire Prevention Act* or required by the fire marshal, deputy fire marshal, a fire prevention officer, a special assistant or a local assistant in accordance with that Act.

19(1) Subject to subsection (2), the staff ratio of one primary staff member per ten residents shall be maintained at all times.

19(2) Notwithstanding subsection (1), the Minister may alter the primary staff member ratio where he considers it appropriate.

19(3) Subject to subsection (4), in the calculation of the minimum primary staff member ratio, only a primary staff member shall be included.

19(4) Two volunteers may constitute one primary staff member where

(a) each volunteer provides more than ten hours of service per week to a residence or a residential centre; and

(b) each volunteer provides seventy-five per cent or more of his time of work at a residence or a residential centre providing direct care to the residents.

19.1(0.1) In this section, “staff member” includes an operator no matter what percentage of time he or she spends providing for the direct care of residents.

19.1(1) An operator of a community placement residential facility shall ensure that a criminal record check and a check with the Department, as described in subsection (2), is conducted on each staff member or prospective staff member.

19.1(2) A check with the Department shall be in respect of

(a) a court order based on a finding by the court that a person has endangered a child’s security or develop-

17 Du matériel de premiers soins jugé satisfaisant par le Ministre doit être disponible dans chaque résidence ou établissement de type résidentiel.

18 Chaque résidence ou établissement de type résidentiel doit être pourvu d’un réseau d’avertisseurs d’incendie et de détecteurs de fumée tels que prescrits par la *Loi sur la prévention des incendies* ou tels que requis par le prévôt des incendies, son adjoint, un agent de la prévention des incendies, un assistant extraordinaire ou un assistant local, conformément à cette Loi.

19(1) Sous réserve du paragraphe (2), le taux d’encadrement, soit un membre du personnel d’encadrement par dix pensionnaires, doit être toujours respecté.

19(2) Nonobstant le paragraphe (1), le Ministre peut, lorsqu’il le juge approprié, modifier le taux d’encadrement.

19(3) Sous réserve du paragraphe (4), seuls les membres du personnel d’encadrement doivent être inclus dans le calcul du taux d’encadrement minimal.

19(4) Deux bénévoles équivalent à un membre du personnel d’encadrement lorsque chaque bénévole

a) effectue plus de dix heures de service par semaine dans une résidence ou un établissement de type résidentiel; et

b) consacre soixante-quinze pour cent ou plus de son temps de travail à dispenser des soins directs aux pensionnaires dans une résidence ou un établissement de type résidentiel.

19.1(0.1) Dans le présent article, « membre du personnel » comprend un responsable, peu importe le pourcentage du temps que celui-ci consacre à dispenser des soins directs aux pensionnaires.

19.1(1) Le responsable d’une installation de placement communautaire de type résidentiel doit s’assurer qu’une vérification de casier judiciaire et qu’une vérification auprès du ministère décrite au paragraphe (2) sont effectuées à l’égard de chaque membre ou de chaque membre éventuel du personnel.

19.1(2) Toute vérification effectuée auprès du ministère porte :

a) sur une conclusion de la cour tirée dans une ordonnance indiquant que la personne a menacé la sécu-

ment as described in paragraphs 31(1)(a) to (g) of the Act or a person's security as described in paragraphs 37.1(1)(a) to (g) of the Act,

(b) a finding by the Minister, as the result of an investigation by the Minister, that a person has endangered the security or development of a child as described in paragraphs 31(1)(a) to (g) of the Act, where the person has been informed of the finding of the Minister, and

(c) a finding by the Minister, as the result of an investigation by the Minister, that a person has endangered the security of another person as described in paragraphs 37.1(1)(a) to (g) of the Act, where the person has been informed of the finding of the Minister.

19.1(3) An operator shall ensure that a check under subsection (1) is conducted before the person becomes a staff member.

19.1(4) An operator shall ensure that a check under subsection (1) is conducted on every staff member not later than five years after any previous check, and that a check is conducted sooner if the operator reasonably believes one is required.

19.1(4.1) An operator shall ensure that a copy of the checks under subsections (1) and (4) are kept at each individual community placement residential facility.

19.1(4.2) An operator may employ a person as a staff member if the person has been convicted of an offence under section 253 of the *Criminal Code* (Canada) but that staff member shall not transport any resident in a motor vehicle while acting in the course of his or her employment for five years after the date of his or her conviction.

19.1(5) An operator shall not employ a person as a staff member if the person has been convicted of an offence under any section of the *Criminal Code* (Canada) listed in Schedule A or has been identified by a check with the Department as falling within the scope of paragraphs 2(a) to (c).

99-50; 2000, c.26, s.116; 2008, c.6, s.19; 2010-16

20(1) Repealed: 99-50

rité ou le développement d'un enfant tel qu'il est énoncé aux alinéas 31(1)a) à g) de la Loi ou la sécurité d'une personne tel qu'il est énoncé aux alinéas 37.1(1)a) à g) de la Loi;

b) sur une constatation à laquelle le Ministre a procédé par suite d'une enquête qu'il a menée indiquant que la personne a menacé la sécurité ou le développement d'un enfant tel qu'il est énoncé aux alinéas 31(1)a) à g) de la Loi, lorsqu'elle a été informée de cette constatation;

c) sur une constatation à laquelle le Ministre a procédé par suite d'une enquête qu'il a menée indiquant que la personne a menacé la sécurité d'une autre personne tel qu'il est énoncé aux alinéas 37.1(1)a) à g) de la Loi, lorsqu'elle a été informée de cette constatation.

19.1(3) Le responsable s'assure que la vérification prévue au paragraphe (1) est effectuée avant que la personne qui n'est pas membre du personnel le devienne.

19.1(4) Le responsable doit s'assurer que la vérification prévue au paragraphe (1) est effectuée à l'égard de chaque membre du personnel cinq ans au plus tard après toute vérification précédente et qu'une vérification est effectuée plus tôt si le responsable a des raisons de croire qu'une vérification est nécessaire.

19.1(4.1) Le responsable s'assure qu'est conservée au dossier de chaque installation de placement communautaire de type résidentiel copie des vérifications prévues aux paragraphes (1) et (4).

19.1(4.2) Le responsable peut employer comme membre du personnel une personne qui a été déclarée coupable d'une infraction prévue à l'article 253 du *Code criminel* (Canada), mais il est interdit à cette personne pendant cinq ans à partir de la date de sa déclaration de culpabilité de transporter un pensionnaire dans un véhicule à moteur quand elle exerce son emploi.

19.1(5) Le responsable ne doit pas employer comme membre du personnel une personne qui a été déclarée coupable d'une infraction prévue par tout article du *Code criminel* (Canada) dont la liste figure à l'Annexe A ou qui a été identifiée par une vérification auprès du ministère comme étant visée par les alinéas (2)a) à c).

99-50; 2000, c.26, art.116; 2008, c.6, art.19; 2010-16

20(1) Abrogé : 99-50

- | | |
|---|--|
| <p>20(2) All staff members shall be sixteen years of age or over.</p> | <p>20(2) Tous les membres du personnel doivent être âgés de 16 ans ou plus.</p> |
| <p>20(3) All staff members shall</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) be in good health; (b) be free from and not be a carrier of any communicable disease; and (c) take any medical examination or test a district medical health officer may require. (d) Repealed: 99-50 | <p>20(3) Tout membre du personnel doit</p> <ul style="list-style-type: none"> a) être en bonne santé; b) ne souffrir d'aucune maladie transmissible ni en être le porteur; et c) subir tout examen ou test médical que le médecin-hygiéniste régional peut exiger. d) Abrogé : 99-50 |
| <p>20(4) All primary staff members shall</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) have the personality, ability and temperament to provide services in a community placement residential facility in a manner that will maintain the spirit, dignity and individuality of the residents; (b) participate in training programs or workshops that are determined by the Minister to be advantageous; (c) provide an atmosphere that is non-restrictive and homelike; (d) be aware of local community services and encourage residents to engage in meaningful social, physical and leisure time activities according to the residents' interests and abilities; and (e) maintain a working relationship with the professionals who are providing consultation and assistance for a resident and with the family of the resident. (f) Repealed: 99-50 | <p>20(4) Tout membre du personnel d'encadrement doit</p> <ul style="list-style-type: none"> a) posséder la personnalité, le talent et caractère voulus pour dispenser des services dans une installation de placement communautaire de type résidentiel de façon à assurer l'état d'esprit, la dignité et l'individualité des pensionnaires; b) participer aux programmes ou ateliers de formation que le Ministre juge avantageux; c) créer un climat qui est familial et ouvert; d) connaître les services communautaires locaux et intéresser les pensionnaires à suivre des activités sociales, physiques et récréatives utiles, selon leurs goûts et aptitudes; et e) maintenir une relation de travail avec les spécialistes chargés de conseiller et d'aider le pensionnaire et avec sa famille. f) Abrogé : 99-50 |
| <p>20(5) An operator who is not a primary staff member shall</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) operate a residence or residential centre in a manner that will maintain the spirit, dignity and individuality of the residents; (b) participate in training programs or workshops that are determined by the Minister to be advantageous; (c) provide an atmosphere that is non-restrictive and homelike; | <p>20(5) Le responsable qui n'est pas membre du personnel d'encadrement doit</p> <ul style="list-style-type: none"> a) assurer le fonctionnement de la résidence ou de l'établissement de type résidentiel de façon à assurer l'état d'esprit, la dignité et l'individualité des pensionnaires; b) participer aux programmes ou ateliers de formation que le Ministre juge avantageux; c) créer un climat qui est familial et ouvert; |

(d) be aware of local community services and encourage residents to engage in meaningful social, physical and leisure time activities according to the residents' interests and abilities;

(e) maintain a working relationship with the professionals who are providing consultation and assistance for a resident and with the family of the resident; and

(f) meet any other criteria and standards prescribed by the Minister.

99-50

21(1) Any staff member under nineteen years of age shall be supervised by an adult primary staff member at all times while providing services directly to a resident.

21(2) While services are being provided by staff members who are under nineteen years of age, an adult primary staff member shall supervise no more than two staff members.

22(1) Admission of a resident to a community placement residential facility by an operator shall comply with the provisions of this section.

22(2) A person applying for admission as a resident to a community placement residential facility shall undergo an examination by a qualified physician and provide the operator with a certificate of the qualified physician as evidence of that examination.

22(3) A person applying for admission as a resident to a community placement residential facility shall

(a) provide the operator with evidence of an examination by an agency showing that the person meets any admission criteria and standards prescribed by the Minister; or

(b) provide the operator with a written social assessment by the Minister indicating that the person

(i) has demonstrated significant social needs as a consequence of being limited mentally or physically in the ability to care properly for himself or herself independently, and that these needs cannot be adequately met by such person or by other community social services or personal services, or

d) connaître les services communautaires locaux et intéresser les pensionnaires à suivre des activités sociales, physiques et récréatives utiles, selon leurs goûts et aptitudes;

e) maintenir une relation de travail avec les spécialistes chargés de conseiller et d'aider le pensionnaire et avec sa famille; et

f) satisfaire aux autres normes et critères prescrits par le Ministre.

99-50

21(1) Les membres du personnel âgés de moins de dix-neuf ans doivent toujours être dirigés par un membre adulte du personnel d'encadrement lorsqu'ils dispensent directement des services à un pensionnaire.

21(2) Un membre adulte du personnel d'encadrement ne peut diriger plus de deux membres du personnel âgés de moins de dix-neuf ans lorsqu'ils dispensent des services.

22(1) L'admission, par le responsable, d'un pensionnaire à une installation de placement communautaire de type résidentiel se fait conformément aux dispositions du présent article.

22(2) Une personne qui demande son admission à titre de pensionnaire dans une installation de placement communautaire de type résidentiel doit être examinée par un médecin compétent et remettre au responsable un certificat du médecin comme preuve de cet examen.

22(3) Une personne qui demande son admission à titre de pensionnaire dans une installation de placement communautaire de type résidentiel doit

a) remettre au responsable une preuve qu'elle a été examinée par un organisme, indiquant qu'elle satisfait aux normes et critères prescrits par le Ministre; ou

b) remettre au responsable une évaluation sociale écrite de la part du Ministre, indiquant que la personne

(i) a révélée des besoins sociaux marqués, en raison d'incapacité mentale ou physique, dans son aptitude à se suffire à elle-même de façon autonome, que ni cette personne, les autres services sociaux communautaires ou les services personnels commu-

(ii) has been determined by the Minister under Part III of the Act to be a neglected or abused adult.

23(1) Where an operator of a community placement residential facility intends to admit a person to the facility, the operator shall advise the Minister of the person's proposed admission to the facility and provide the Minister with

(a) a copy of the medical certificate of the person provided in accordance with subsection 22(2), and

(b) where applicable, a copy of the evidence of examination of the person by an agency provided in accordance with paragraph 22(3)(a)

at least ten working days before the proposed date of admission.

23(2) Where a person is admitted to a community placement residential facility, the operator shall advise the Minister forthwith of the person's admission.

90-117

24 The Minister may request an agency to prepare a nursing care assessment where, in the opinion of the Minister, a resident or any person applying for admission as a resident to a community placement residential facility has an apparent health problem.

25 No resident shall be discharged from a community placement residential facility unless

(a) the Minister,

(b) the next-of-kin, if any, and

(c) the resident

have been notified at least fifteen days prior to the date of discharge, except where the immediate discharge of the resident into the custody of another person appears reasonably necessary for the safety of the resident, other residents in the facility or employees of the facility.

nautaires ne peuvent combler de façon satisfaisante, ou

(ii) est qualifiée par le Ministre en vertu de la Partie III de la Loi comme adulte victime de négligence ou de mauvais traitements.

23(1) Le responsable d'une installation de placement de type communautaire qui se propose d'y admettre une personne doit en aviser le Ministre au moins dix jours ouvrables avant la date proposée de cette admission et remettre au Ministre

a) copie du certificat médical remis par la personne en application du paragraphe 22(2), et

b) le cas échéant, copie de la preuve que la personne a été examinée par un organisme, remise en application de l'alinéa 22(3)a).

23(2) Le responsable d'une installation de placement de type communautaire doit aviser immédiatement le Ministre de chaque admission qui y a lieu.

90-117

24 Le Ministre peut demander à un organisme de préparer un rapport d'évaluation de soins infirmiers lorsqu'il est d'avis qu'un pensionnaire ou une personne qui demande son admission comme pensionnaire dans une installation de placement communautaire de type résidentiel manifeste un problème de santé.

25 Nul pensionnaire ne doit recevoir son congé d'une installation de placement communautaire de type résidentiel à moins que

a) le Ministre,

b) son plus proche parent, le cas échéant, et

c) le pensionnaire

n'aient été avisés au moins quinze jours avant la date du congé, sauf si le congé immédiat du pensionnaire, confié à la garde d'une autre personne, apparaît nécessaire en vue de protéger à la fois ce pensionnaire, les autres pensionnaires de l'installation ou les employés de l'installation.

25.1 Sections 22, 23, 24 and 25 do not apply to a transition house.

91-137

25.2(1) Notwithstanding section 22, subsection 23(1) and section 25, a person may be admitted as a resident to a community placement residential facility and an operator may admit and discharge a person as a resident without the person complying with the requirements of section 22 or the operator complying with the requirements of subsection 23(1) or section 25 if the person is admitted on the written recommendation of the Minister stating that

- (a) it is an emergency placement and that there does not appear to be a viable alternative to the placement, and
- (b) the person being admitted is not a danger to himself or herself or others.

25.2(2) A person admitted under subsection (1) shall not reside in the community placement residential facility for more than seven days after the date of admission and an operator shall not permit a person admitted under subsection (1) to reside in the facility for more than seven days after the date of admission.

25.2(3) An operator shall notify the Minister of the discharge of a person admitted under subsection (1) at least one day before the person's proposed date of discharge.

93-98; 96-56

26 The Board of Directors of a residential centre or non-profit residence shall, subject to any criteria and standards prescribed by the Act and the Minister, determine policies respecting

- (a) the overall supervision and administration of the residence or residential centre;
- (b) the hiring of personnel;
- (c) the preparation of budget reports;
- (d) the establishment of program orientation;
- (e) fund raising; and

25.1 Les articles 22, 23, 24 et 25 ne s'appliquent pas aux maisons de transition.

91-137

25.2(1) Nonobstant l'article 22, le paragraphe 23(1) et l'article 25, une personne peut être admise à titre de pensionnaire dans une installation de placement communautaire de type résidentiel et un responsable peut admettre une personne ou lui donner son congé à titre de pensionnaire sans qu'elle ne se conforme aux conditions requises de l'article 22 ou sans que le responsable ne se conforme aux conditions requises du paragraphe 23(1) ou de l'article 25 si la personne est admise sur la recommandation écrite du Ministre indiquant

- a) qu'il s'agit d'un placement d'urgence et qu'il ne semble pas y avoir d'alternative viable au placement, et
- b) que la personne admise ne constitue pas un danger pour elle-même ou autrui.

25.2(2) La personne admise en vertu du paragraphe (1) ne peut résider dans l'installation de placement communautaire de type résidentiel pendant plus de sept jours après la date d'admission et le responsable ne peut permettre à une personne admise en vertu du paragraphe (1) de résider dans l'installation pendant plus de sept jours après la date d'admission.

25.2(3) Le responsable doit aviser le Ministre du congé d'une personne admise en vertu du paragraphe (1) au moins un jour avant la date projetée du congé de la personne.

93-98; 96-56

26 Le conseil d'administration d'un établissement de type résidentiel ou d'une résidence sans but lucratif doit, sous réserve des normes et critères prescrits par la Loi ou par le Ministre, fixer des lignes de conduite relatives

- a) à la direction et l'administration générales de la résidence ou de l'établissement de type résidentiel;
- b) à l'embauche du personnel;
- c) à la préparation de rapports budgétaires;
- d) à l'adoption de l'orientation des programmes;
- e) à la collecte de fonds; et

(f) liaison with other community services.

f) à l'établissement de rapports avec d'autres services communautaires.

27 The Minister may make standards and criteria

27 Le Ministre peut établir des normes et critères

(a) providing for the establishment and maintenance of personal records of residents to be maintained by an operator;

a) prévoyant la mise en place et la tenue, par un responsable, de dossiers personnels des pensionnaires;

(b) providing for the audit of financial records of a community placement residential facility;

b) prévoyant la vérification comptable des registres financiers d'une installation de placement communautaire de type résidentiel;

(c) prescribing the liabilities to be covered under an insurance policy to be maintained by an operator;

c) prescrivant la couverture de responsabilité stipulée dans une police d'assurance, qu'un responsable doit toujours garder en vigueur;

(d) providing for the confidentiality of information pertaining to residents and the manner of maintaining confidentiality;

d) prévoyant la confidentialité des renseignements recueillis sur les pensionnaires, et la façon de la respecter;

(e) providing for grievance procedures for residents;

e) prévoyant les procédures de griefs à la disposition des pensionnaires;

(f) providing the establishment and maintenance of budget records to be maintained by an operator;

f) prévoyant la mise en place et la tenue, par un responsable, de registres budgétaires;

(g) prescribing documents to be filed with the Minister;

g) prescrivant les documents à déposer auprès du Ministre;

(h) providing for program and administrative documentation to be established and maintained by an operator; and

h) prévoyant tout document portant sur les programmes et la gestion qu'un responsable doit mettre en place et tenir; et

(i) prescribing personnel practices and procedures to be established and maintained by an operator.

i) prescrivant les procédures et les pratiques qu'un responsable doit mettre en place et suivre à l'égard du personnel.

90-117

90-117

28 *Regulation 78-154 under the Special Care Homes Act is repealed.*

28 *Est abrogé le Règlement 78-154 établi en vertu de la Loi sur les foyers de soins spéciaux.*

**SCHEDULE A
CRIMINAL CODE**

**ANNEXE A
CODE CRIMINEL**

Section	General Description of Offence	Article	Description générale de l'infraction
151	Sexual interference	151	Contacts sexuels
152	Invitation to sexual touching	152	Incitation à des contacts sexuels
153	Sexual exploitation	153	Exploitation sexuelle
153.1	Sexual exploitation of person with disability	153.1	Personnes en situation d'autorité
155	Incest	155	Inceste
159	Anal intercourse	159	Relations sexuelles anales
160	Bestiality	160	Bestialité
162	Voyeurism	162	Voyeurisme
163	Corrupting morals	163	Corruption des moeurs
163.1	Child pornography	163.1	Pornographie juvénile
167	Immoral theatrical performance	167	Représentation théâtrale immorale
168	Mailing obscene matter	168	Mise à la poste de choses obscènes
170	Parent or guardian procuring sexual activity	170	Père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur
171	Householder permitting sexual activity	171	Maître de maison qui permet des actes sexuels interdits
172	Corrupting children	172	Corruption d'enfants
172.1	Luring a child	172.1	Leurre
173	Indecent acts	173	Actions indécentes
175	Causing disturbance, indecent exhibition, loitering	175	Troubler la paix, etc.
212	Procuring	212	Proxénétisme
218	Abandoning child	218	Abandon d'un enfant
219	Criminal negligence	219	Négligence criminelle
220	Causing death by criminal negligence	220	Fait de causer la mort par négligence criminelle
221	Causing bodily harm by criminal negligence	221	Causer des lésions corporelles par négligence criminelle
229 - 240	Murder, manslaughter and infanticide	229 à 240	Meurtre, homicide involontaire coupable et infanticide
241	Counseling or aiding suicide	241	Fait de conseiller le suicide ou d'y aider
242	Neglect to obtain assistance in child birth	242	Négligence à se procurer de l'aide lors de la naissance d'un enfant
243	Concealing body of child	243	Suppression de part
244	Discharging firearm with intent	244	Décharger une arme à feu avec une intention particulière
244.1	Causing bodily harm with intent - air gun or pistol	244.1	Fait de causer intentionnellement des lésions corporelles - fusil ou pistolet à vent
245	Administering noxious things	245	Fait d'administrer une substance délétère
246	Overcoming resistance to commission of offence	246	Fait de vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction
264	Criminal harassment	264	Harcèlement criminel
264.1	Uttering threats	264.1	Proférer des menaces
265, 266	Assault	265 et 266	Voies de fait
267	Assault with a weapon or causing bodily harm	267	Agression armée ou infliction de lésions corporelles
268	Aggravated assault	268	Voies de fait graves
269	Unlawfully causing bodily harm	269	Lésions corporelles
269.1	Torture	269.1	Torture
270	Assaulting a peace officer	270	Voies de fait contre un agent de la paix

271	Sexual assault	271	Agression sexuelle
272	Sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm	272	Agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles
273	Aggravated sexual assault	273	Agression sexuelle grave
273.3	Removal of child from Canada	273.3	Passage d'enfants à l'étranger
279 - 283	Kidnapping, hostage taking, abduction	279 à 283	Enlèvement, prise d'otage et rapt
318	Advocating genocide	318	Encouragement au génocide
319	Public incitement of hatred	319	Incitation publique à la haine
322	Theft	322	Vol
330	Theft by person required to account	330	Vol par une personne tenue de rendre compte
331	Theft by person holding power of attorney	331	Vol par une personne détenant une procuration
336	Criminal breach of trust	336	Abus de confiance criminel
343 - 346	Robbery and extortion	343 à 346	Vol qualifié et extorsion
348	Breaking and entering with intent, committing offence or breaking out	348	Introduction par infraction dans un dessein criminel
356	Theft from mail	356	Vol de courrier
363	Obtaining execution of valuable security by fraud	363	Obtention par fraude de la signature d'une valeur
368	Uttering forged document	368	Emploi d'un document contrefait
374	Drawing document without authority	374	Rédaction non autorisée d'un document
380	Fraud	380	Fraude
423	Intimidation	423	Intimidation
430	Mischief	430	Méfait
431	Attack on premises, residence or transport of internationally protected person	431	Attaque contre les locaux officiels, le logement privé ou les moyens de transport d'une personne jouissant d'une protection internationale
433 - 436.1	Arson and other fires	433 à 436.1	Crime d'incendie et autres incendies
444 - 445	Cattle and other animals	444 et 445	Bétails et autres animaux
445.1 - 447	Cruelty to animals	445.1 à 447	Cruauté envers les animaux
2010-16		2010-16	

N.B. This Regulation is consolidated to February 17, 2010.

N.B. Le présent règlement est refondu au 17 février 2010.